

Défense : information falsifiée, internet et réseaux sociaux



Résilience de la société et débat libre et ouvert, atouts des démocraties, leur permettent de lutter contre la manipulation de l'information par des Etats autoritaires ou des organisations non étatiques, qui exploitent leurs vulnérabilités à des fins stratégiques.

Le Centre d'analyse, de prévision et de stratégie (CAPS) du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire (IRSEM) ont rendu public, le 4 septembre 2018, leur rapport sur les manipulations de l'information. Le même jour à Paris, ils l'ont présenté au cours d'une conférence-débat, ouverte par Florence Parly, ministre des Armées. Parmi les intervenants figurent : Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, directeur de l'IRSEM ; Marine Guillaume, chargée de mission au CAPS ; Alexandre Escorcica, directeur-adjoint du CAPS ; le diplomate Manuel Lafont Rapnouil, Conseil européen des relations internationales ; Grégoire Lemarchand, Agence France Presse.

Menace et arme à contrer. La manipulation de l'information crée crispation et

haine de l'autre et sème trouble et zizanie, estime Florence Parly. La désinformation remplace la critique raisonnée par la défiance a priori et profite de la liberté d'expression des sociétés démocratiques. La répétition et la diffusion rendent légitimes et « vraies » de fausses informations, qui mélangent habilement le vrai et le faux. Elles peuvent viser les forces armées pour tenter de faire croire à leur inefficacité et saper leur crédibilité en dénonçant des agissements supposés. Toutefois, le rapport CAPS/IRSEM identifie, chez les adversaires des démocraties, trois vulnérabilités, donc des opportunités pour leur permettre de riposter. D'abord, les services de renseignement pénètrent le champ des perceptions adverses, détectent les innombrables comptes twitter ou d'agents virtuels, relais de fausses nouvelles et amplificateurs d'anecdotes. Les experts du Centre interarmées des actions sur l'environnement et le Commandement de la cyberdéfense participent aux détections et déconstructions des tentatives de manipulation de l'information. Ensuite, la détermination à innover constitue une autre opportunité. Bientôt, l'intelligence artificielle pourra signaler et contrer la diffusion d'une information inventée. Elle dénichera les faux comptes et garantira la sécurité numérique. Enfin, la riposte à la désinformation nécessite actions interministérielles et partenariats avec les acteurs privés. La lutte contre le terrorisme, via internet, a déjà amélioré les relations de l'Etat avec les GAFAs (Google, Apple, Facebook et Amazon). Les coopérations concernent tous les pays membres de l'Union européenne et du G7, touchés par la manipulation de l'information. Ce sujet s'inscrit dans l'établissement d'un dialogue avec la Russie sur l'architecture de la sécurité européenne, conclut Florence Parly. Ensuite, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Marine Guillaume ont présenté le rapport CAPS/IRSEM.

Daech. Selon ce rapport, la campagne de l'Etat islamique (Daech) sur les médias sociaux lui a permis d'attirer plus de 18.000 combattants étrangers de 90 pays entre 2005 et 2015. Sa propagande propose une vision du monde manichéenne, simple et « complotiste » (actions d'un groupe occulte) pour expliquer l'ensemble de la vie en société. Elle cible les vulnérabilités sociales, économiques, politiques et culturelles des sociétés visées. Possesseur de sites internet, forums de conversations et revues en ligne, Daech recourt de façon intensive aux réseaux sociaux, blogs, messageries instantanées et sites de partage vidéo. Actif sur les forums spécialisés (« terror forums »), il prépare ses opérations terroristes sur le « Darknet » (réseau permettant l'anonymat sur internet).

Russie. Les ingérences constatées lors des référendums (Pays-Bas, « Brexit » et Catalogne) et des élections (Etats-Unis, France et Allemagne) sont liées de près ou de loin à la Russie, indique le rapport. Dans l'ensemble, 80 % des efforts d'influence en Europe lui sont attribués, le reste se répartissant, en gros, entre la Chine, l'Iran et Daech. Seules l'URSS puis la Russie ont officialisé la manipulation de l'information pour affaiblir l'Occident. Celle-ci a d'abord été utilisée contre les minorités ethniques, nationales et religieuses de la Russie elle-même. Aujourd'hui, la manipulation mélange propagande de tradition soviétique et divertissement à l'américaine. Il s'agit moins de convaincre que d'affaiblir en divisant. En outre, des « cyberbrigades » ont été mises sur pied en 2017. Moscou considère ses méthodes comme défensives, face à la guerre de l'information menée par les Etats-Unis, et la promotion des valeurs libérales et démocratiques comme une action subversive pour renverser son régime.

Chine. Le savoir-faire de la tradition de la lutte idéologique et de la propagande est aujourd'hui au service des intérêts chinois, précise le rapport. Le parti communiste entend entretenir sa légitimité à l'intérieur, influencer les opinions internationales et mettre en œuvre la guerre de l'information. Il s'agit de contrôler le discours dominant et d'influencer les croyances et perceptions des sociétés ouvertes, en vue de servir les intérêts de la Chine et de réduire leur capacité de réponse. Ingérence et influence se manifestent par l'instrumentalisation des diasporas chinoises (prises de contrôle des médias en chinois) et d'anciens hommes d'Etat européens, la pénétration d'organisations régionales (Interpol et Conseil de l'Europe) et les pressions sur les chercheurs (visas et financement de programmes). Elles ciblent surtout l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les pays d'Europe de l'Est et d'Afrique.

Union européenne. La manipulation de l'information s'infiltrant au cœur des mécanismes internationaux pour entraver la décision, il faut aussi lutter contre notre propre crédulité, souligne Manuel Lafont Rapnouil. L'expérience de l'Estonie, qui y a été exposée, lui donne une capacité de prévision, indique Alexandre Escorcia. Déjà, la lutte contre la manipulation de l'information est particulièrement prise en compte par la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure.

Média. Dans ce domaine, les médias sont passés du déni à la vérification des sources sur les réseaux sociaux en cas de « partage », souligne Grégoire Lemarchand. De leur propre initiative, ils ont établi collectivement des normes

(« fact-checkings ») sur la déontologie et la transparence pour intervenir sur les moteurs de recherche et auprès des annonceurs en ce qui concerne les sites colportant de fausses nouvelles.

Loïc Salmon

Le rapport « Les manipulations de l'information » résulte d'une enquête de terrain à l'initiative du CAPS et de l'IRSEM, qui ont effectué une centaine d'entretiens auprès : d'institutions publiques (ministères et services de renseignement) d'une vingtaine de pays (Asie, Europe, Amérique du Nord et Russie) ; d'organisations internationales (OTAN, OSCE et Union européenne) et d'organisations non gouvernementales ; d'universitaires, de « think tanks » et de journalistes. Il s'appuie aussi sur la littérature scientifique disponible. Il examine les causes, conséquences et réponses aux manipulations de l'information d'origine étatique, visant les populations d'autres Etats et présente 50 recommandations pour s'en protéger.

Chine et Russie : affirmations de puissance et difficultés internes

Cyber : prise de conscience du risque et perspectives (2030)

La face cachée d'internet